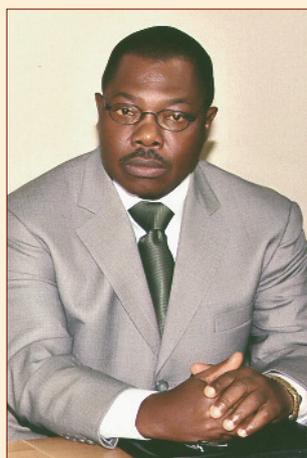




# La lettre d'AFRISTAT

OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE ET STATISTIQUE D'AFRIQUE SUBSAHARIENNE

## Éditorial



Le troisième trimestre de l'année 2017 a été marqué, à AFRISTAT, par l'organisation des réunions statutaires du second semestre, le suivi et le développement des partenariats, la promotion de la visibilité d'AFRISTAT, les initiatives de mobilisation des ressources et les appuis techniques aux Etats membres.

Le 25 septembre et les 27-28 septembre 2017 à Bamako (Mali) se sont tenues respectivement la 22ème réunion du Conseil scientifique et la 36ème réunion du Comité de direction d'AFRISTAT. La première réunion a examiné l'état d'avancement de l'exécution du Plan d'action 2017 d'AFRISTAT au 30 juin 2017, le projet de plan d'action d'AFRISTAT pour 2018 et le projet de Plan Stratégique de Travail d'AFRISTAT (PSTA) au titre de la période 2017-2021. Elle a aussi examiné le projet de document méthodologique sur l'élaboration des comptes nationaux trimestriels pour lequel le Conseil a encouragé la Direction générale à poursuivre et finaliser l'élaboration.

En prenant en compte les avis du Conseil scientifique, le Comité de direction a pris acte de l'état d'avancement de l'exécution à mi-parcours du Plan d'action 2017 et a adopté le projet de plan d'action 2018, ainsi que l'évaluation budgétaire qui l'accompagnait. Concernant le PSTA 2017-2021, le Comité de direction a recommandé de le soumettre à l'adoption du Conseil des Ministres d'AFRISTAT lors de sa prochaine session. Il s'est réjoui de constater qu'en ce qui concerne l'alimentation du Fonds AFRISTAT 2016-2025, le Mali a été le premier Etat membre à s'acquitter de la totalité de sa quote-part dans les délais convenus et a invité les autres pays à suivre cet exemple.

En matière de suivi et de développement des partenariats, l'Observatoire a effectué les actions suivantes :

- Suivi de la mise en œuvre des programmes et projets statistiques en cours, notamment ceux supportés par les Commissions de la CEMAC et de l'UEMOA, la BAD, la FAO, la Mauritanie et le Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères de France ;
- Exécution des activités menées conjointement avec l'Insee, Expertise France, DIAL, PARIS21 et le Cabinet AGRER ;
- Participation à la constitution de consortiums communs avec différents cabinets internationaux pour soumissionner à des marchés de prestation de service au Burkina Faso, au Mali et au Tchad. Les cabinets impliqués dans l'une ou l'autre de ces collaborations sont : ICON-International, Expertise France et Desarrollo Multilateral ;
- Initiation des discussions directes avec la Mauritanie et le Tchad en vue de la signature de conventions spécifiques d'assistance technique pour l'accélération de la production de statistiques économiques et la migration vers le SCN 2008 dans ces pays.

Au titre des actions de visibilité, AFRISTAT a participé activement aux réunions du Groupe de travail technique et du Comité régional de la statistique de l'UEMOA de 2017. La Direction générale était présente au 61ème Congrès de l'Institut International de la Statistique organisé à Marrakech en juillet 2017. Enfin, le traditionnel atelier annuel du CEFIL co-organisé avec l'Insee a été réalisé et a porté sur le thème « Répertoires d'entreprises et classifications économiques ».

La sensibilisation pour susciter le paiement des contributions des Etats membres aux différents Fonds AFRISTAT s'est poursuivie principalement avec les relances effectuées par la Présidente en exercice du Conseil des Ministres en direction de ses pairs. Une seule mission de mobilisation des ressources a été effectuée au Sénégal.

En ce qui concerne les appuis techniques aux Etats membres, les domaines de concentration des appuis ont été : les statistiques agricoles, les enquêtes sur l'emploi et le secteur informel, les comptes nationaux, les statistiques d'entreprise et les SNDS.

Le dernier trimestre de l'année 2017 va être mis à profit pour renforcer les partenariats avec : (i) l'assistance technique en faveur des Etats membres de l'UEMOA en retard sur la réalisation de leur enquête emploi et secteur informel, (ii) le démarrage du programme de comparaison internationale de 2017 dans les trente (30) pays africains sous la supervision d'AFRISTAT, (iii) l'organisation des missions d'appui sur les statistiques agricoles et rurales, (iv) le lancement officiel du projet d'Indice harmonisé des prix à la consommation de la CEMAC, v) l'organisation du séminaire annuel sur les comptes nationaux et (vi) la mise en œuvre du projet d'appui au suivi des objectifs de développement durables. Outre les missions de représentations auxquelles AFRISTAT participera, les experts de l'Observatoire apporteront toute l'assistance qui sera sollicitée par les Etats membres dans ses domaines d'intervention traditionnels.

## Sommaire

ÉDITORIAL 1

NOUVELLES D'AFRISTAT 2

ACTIVITÉS DE LA DIRECTION GÉNÉRALE 3

AUTRES ACTIVITÉS D'AFRISTAT 6

ACTIVITÉS INTERNATIONALES 7

ECHANGE DE BONNES PRATIQUES 8

ECHOS DES INSTITUTS NATIONAUX DE STATISTIQUE 10

REUNIONS, ATELIERS ET SEMINAIRES 12



AFRISTAT

BP E 1600

Bamako, Mali

Téléphone

(223) 20 21 55 00

20 21 55 80/20 21 60 71

Fax (223) 20 21 11 40

afristat@afristat.org

www.afristat.org

# Nouvelles d'AFRISTAT

## Visites

### ■ Visite de courtoisie du Directeur Général au Sénégal

Dans le cadre des missions de plaidoyer et de mobilisation de Fonds, le Directeur Général d'AFRISTAT, M. Cosme Vodounou a été reçu en audience le 8 août 2017 à Dakar par M. Pierre N'Diaye, Directeur Général de la Planification et des politiques Economiques du Sénégal. Les échanges ont porté sur les contributions attendues du Sénégal sur les Fonds AFRISTAT 2006-2015 et 2016-2025.

M. N'Diaye a félicité AFRISTAT pour les appuis techniques apportés à l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD). Il a réaffirmé l'engagement des autorités sénégalaises pour le paiement de leurs contributions.



### ■ Visite de travail de la Banque Africaine de Développement

Dans le cadre de la mise en oeuvre du Projet Multinational de Renforcement des Capacités Statistiques, Phase IV.2 (PRCS BAD 4.2), la Direction Générale d'AFRISTAT a reçu à son siège une mission de supervision de la Banque Africaine de Développement du 20 au 22 septembre 2017. Cette mission qui était

conduite par Mme Alice Nabalamba, Statisticienne en Chef à ECST.2, avait pour but d'effectuer la revue à mi-parcours du PRCS BAD 4.2 et du suivi de la gestion de la mise en oeuvre des activités sur les statistiques des prix et les comptes nationaux dans le cadre du Programme de Comparaison Internationale

(PCI) Afrique 2017. Les discussions ont permis de décliner les actions nécessaires pour (i) accélérer la mise en oeuvre du PRCS BAD 4.2, (ii) lancer les activités du PCI Afrique 2017 et (iii) renforcer l'implication du bureau national de la Banque au Mali dans la facilitation de l'exécution des projets confiés à AFRISTAT par la BAD.

### ■ Visite de travail d'une délégation de la Commission de la CEMAC

Du 18 au 20 septembre 2017, la Direction Générale d'AFRISTAT a reçu une délégation de la CEMAC conduite par M. Richard Zogo Ekassi, Conseiller au Programme Chargé de la Coordination du Programme Économique

Régional. Les échanges entre les deux institutions ont permis de faire le point sur la mise en oeuvre du projet d'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) de la CEMAC, de clarifier les incompréhensions qui subsistaient

dans la convention signée avec AFRISTAT et d'esquisser des pistes de solutions pour atténuer les risques identifiés pouvant gêner la bonne exécution du projet.

### ■ Visite de courtoisie d'un Gestionnaire de projet à Desarrollo Multilatéral

M. Maréchal Nanda, Gestionnaire de projet au sein du Cabinet espagnol Desarrollo Multilatéral, a rendu visite à la Direction générale d'AFRISTAT le 21 septembre 2017. A cette

occasion, M. Nanda a échangé avec M. Paul-Henri Nguema Meye, Directeur Général Adjoint, sur les possibilités de développer des partenariats entre les deux institutions. Les

échanges ont aussi porté sur la collaboration en cours en vue de la soumission d'une offre de prestation de service commune au Mali.

## Arrivée

Au cours du troisième trimestre 2017, l'Observatoire a accueilli en stage cinq (5) élèves Ingénieurs statisticiens économistes des écoles de statistique africaines. Le tableau ci-après indique les thèmes de stage qui ont été affectés à chacun d'entre eux :

Noms et prénoms	Etablissement du stagiaire	Thème
HASSANE BAKA Omar	ENSAE	Impact de la durée d'observation et du nombre de passages sur l'estimation des tendances de pauvreté.
CESSOUMA Dramane	ENSAE	Comparaison des différentes méthodes d'estimation des coûts de production agricole
DJIRE Kelétigui Lamine	ENSAE	La gouvernance et ses multiples dimensions à partir des données d'enquête auprès des ménage : une étude de cas au Mali
DENENODJI NGARKODJI Mireille	ISSEA	Incidence de l'évolution des prix mondiaux sur la sécurité alimentaire au Sénégal : cas du riz importé
IBARA NGOKABA Daunal	ISSEA	La taille de l'économie informelle au Sénégal: causes et conséquences

• M. Claude Tchamda, expert statisticien économiste a pris fonction à AFRISTAT en qualité d'expert régional dans le cadre du projet IHPC-CEMAC. M. Tchamda a travaillé à AFRISTAT comme expert en statistiques des prix de juillet 2009 à novembre 2016.

## Nomination

• M. Babacar Ndir a été nommé Directeur Général de l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) du Sénégal. Statisticien-économiste, M. Ndir totalise 27 ans d'expériences en économie, planification, statistique, analyse et formulation de politiques

de développement durable. Avant d'intégrer l'ANSD, en septembre 2015, comme Directeur général adjoint, M. Ndir a servi au Centre d'Études de politiques pour le développement (Cepod) comme Expert économiste en politiques de réduction de la pauvreté.

• L'ENSAE du Sénégal a un nouveau Directeur en la personne de M Abdou Diouf, Ingénieur statisticien économiste. L'intéressé était précédemment conseiller du Directeur Général de l'ANSD.

# Activités de la Direction générale

## Réunions statutaires

Le Comité de direction d'AFRISTAT a tenu sa 36<sup>ème</sup> réunion, les 27 et 28 septembre 2017 à Bamako (Mali) sous la présidence de M. Nicolas Ndayishimiye, Directeur Général de l'Institut de Statistiques et des Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU), Président en exercice dudit Comité. Cette réunion a été précédée par la 22<sup>ème</sup> réunion du Conseil scientifique d'AFRISTAT qui s'est tenue le 25 septembre 2017 à Bamako (Mali).

Les travaux ont porté sur les questions relatives à la gestion courante de l'organisation, la mise en œuvre du plan d'action 2017 au 30 juin 2017, le projet de plan d'action 2018 et le budget y afférent ainsi que le projet de

Programme Stratégique de Travail d'AFRISTAT (PSTA) au titre de la période 2017 – 2021.

Le Comité de direction a exprimé sa satisfaction à la Direction générale pour les résultats obtenus et a adressé ses vifs remerciements aux partenaires techniques et financiers d'AFRISTAT, pour l'assistance qu'ils apportent au développement de la statistique dans ses Etats membres.

Le Comité de direction a aussi examiné la situation des contributions aux Fonds AFRISTAT 2006-2015 et 2016-2025. Il s'est réjoui de constater qu'en ce qui concerne l'alimentation du Fonds AFRISTAT 2016-2025, le Mali a été le

premier Etat membre à s'acquitter de la totalité de sa quote-part dans les délais convenus et a invité les autres pays à suivre cet exemple. A cet effet, il a demandé aux Directeurs Généraux de poursuivre le plaidoyer auprès de leurs autorités afin de libérer la quote-part de la contribution de leur pays conformément à la Décision n°01/CM/2014 du 03 avril 2014 du Conseil des Ministres fixant l'échéance de versement des contributions des États au 31 décembre 2017. Parallèlement, il a invité la Direction générale à poursuivre son soutien aux initiatives nationales à travers les missions de mobilisation de ressources et à faire le plaidoyer pour la diversification des contributeurs au 3<sup>ème</sup> Fonds AFRISTAT.



## Séminaire régional en analyse et prévision macroéconomique

Un atelier sur les méthodes de modélisation macroéconomique et les budgets programmes a été organisé par AFRISTAT pour ses experts et les enseignants des ESA (ENSEA, ENSAE et ISSEA) du 3 au 7 juillet 2017 à Bamako.

Cette rencontre qui a été financée par le CESD statisticien pour le développement, s'inscrit dans le cadre d'un échange d'expériences entre AFRISTAT, les ESA et les autres institutions partenaires (Commission de l'UEMOA,

CEA/BSR-AO). Deux personnes ressources, anciens experts macroéconomistes d'AFRISTAT ont aussi contribué à l'animation de cet atelier.

La rencontre avait pour objectifs de former les participants aux concepts et méthodes de cadrage macroéconomique et de programmation financière.

Cet atelier a permis aux économistes et statisticiens de ces institutions, de revisiter le cadre

comptable des grands comptes macroéconomiques de la nation au regard des évolutions constatées, de connaître les modèles et autres programmes permettant le cadrage budgétaire et la programmation financière et d'échanger sur les enjeux du budget programme et leurs implications sur les processus d'élaboration des cadrages macroéconomiques et de la modélisation économique.

## Convention d'exécution des travaux statistiques du PSR-UEMOA 2015-2020

*Au cours de la période sous revue, AFRISTAT a poursuivi son assistance technique aux pays bénéficiaires. Six missions d'appuis techniques ont été réalisées en statistiques d'entreprise et en Comptabilité nationale.*

■ M. Roland Frédéric Ngampana, expert en charge des statistiques d'entreprises, a effectué successivement deux missions d'appui technique au Mali et au Bénin.

L'appui au Mali, réalisé du 04 au 08 septembre 2017 auprès de l'Institut national de la statistique (INSTAT) du Mali, portait sur la mise en place du dispositif de l'enquête qualitative d'opinions dans l'industrie. Au cours de cette mission, le questionnaire de l'enquête qualitative d'opinions dans l'industrie a été élaboré. De même, le chef de Division des statistiques de conjoncture a été formé sur la mise en place du dispositif de l'enquête qualitative d'opinions dans l'industrie. Cette enquête sera lancée en même temps que la collecte des données de l'IPPI/PII rénové référence 2017.

■ L'appui au Bénin, réalisé du 11 au 22 septembre 2017 auprès de l'Institut national de la statistique et de l'analyse économique (INSAE) portait sur le traitement des données issues de l'enquête de base et le calcul des indices de la production industrielle (IPI) rénovés base 100 en 2015. Cette mission a permis d'élaborer la maquette de calcul de l'IPI rénové et de produire les IPI des quatre (04) trimestres de 2015 et 2016.

■ M. Ibrahima Sory, expert en comptabilité nationale a effectué trois missions d'appui technique à l'INSTAT du Mali.

Le premier appui, réalisé du 31 juillet au 04 août 2017 à Bamako, avait pour objectif principal de corriger les comptes nationaux définitifs de 2013 selon le SCN 1993. Il a permis de corriger les incohérences constatées au niveau des opérations sur les biens et services dans le champ du Tableau des ressources et des emplois (TRE), de réviser les équilibres sur les opérations de répartition du revenu (matrices de Qui-à-Qui), et de finaliser les travaux sur le Tableau des comptes économiques intégrés (TCEI).

Le deuxième appui a été réalisé du 07 au 18 août 2017 à Bamako, avec M. Symphorien Ndong Tabo, expert en comptabilité nationale. Il s'est déroulé sous forme d'atelier-retraite, avec pour objectif principal de finaliser les comptes nationaux définitifs de 2014 selon le SCN 1993.

Les travaux ont permis de finaliser les équilibres ressources emplois (ERE) et les branches d'activités (CB) au niveau des opérations sur les biens et services dans le champ du Tableau des ressources et des emplois (TRE), d'équilibrer les opérations de répartition du revenu, et de finaliser le Tableau des comptes économiques intégrés (TCEI).

Le troisième appui, réalisé du 13 au 15 septembre à l'INSTAT du Mali, avait pour objectif principal d'examiner les nomenclatures d'activités

et de produits du Mali, en relation avec la migration vers le SCN 2008. Il a permis de former les cadres à la démarche de mise en œuvre des nomenclatures d'activités et de produits, ainsi qu'à la migration vers le SCN 2008 avec un accent sur les changements intervenus par rapport au SCN 1993.

■ La sixième mission d'appui technique a été conduite par M. Tabo Symphorien Ndong, expert en comptabilité nationale à Bissau du 24 juillet au 04 Aout 2017 auprès de l'Institut national de la statistique (INE). La mission a permis de finaliser les instruments des enquêtes complémentaires (Consommations Intermédiaires, Marges de commerce et de transport, Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages), de former les agents enquêteurs et de procéder au lancement effectif desdites enquêtes. Des recommandations ont été formulées pour la poursuite des autres enquêtes complémentaires non encore réalisées.

■ En ce qui concerne les enquêtes, M. Ousman Koriko, expert principal en enquêtes auprès des ménages, a effectué des missions d'appui technique à la préparation de l'enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel (ERI-ESI) au Niger et au Togo, respectivement du 23 juillet au 4 août 2017 et du 5 au 19 août 2017. Ces missions ont eu pour objectif d'appui la formation des agents de terrain et de finaliser la stratégie pour la collecte effective des données.

## Projet d'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) des ménages de la CEMAC

*La période sous revue est marquée par la prise effective de fonction de l'expert régional pour ce projet.*

Le Marché de services pour la réalisation du Projet IHPC-CEMAC a été signé le 10 avril 2017 entre la Commission de la CEMAC et AFRISTAT. L'objectif général est de doter la CEMAC ainsi que ses États membres d'indices harmonisés

des prix à la consommation, outils nécessaires à la conduite de la politique monétaire et à la crédibilité de l'exercice de surveillance multilatérale au sein de la Communauté, et d'améliorer les indices des prix à la consommation en

République Démocratique du Congo et à Sao Tomé et Príncipe. Une programmation des activités a été élaborée en adéquation avec l'avance de démarrage débloquée.

## Programme de comparaison internationale pour l'Afrique 2017 (PCI-Afrique 2017)

Pour la mise en œuvre du cycle du PCI-Afrique 2017, la BAD s'appuie sur les deux organisations sous régionales (AFRISTAT et COMESA). Elles vont superviser respectivement 30 et 24 pays africains du point de vue administratif, financier et technique. Les ressources financières seront mises à la disposition des États participants par ces deux organisations et les justifications des utilisations des ressources seront également faites auprès d'elles. Ces dernières rendront compte à leur tour à la BAD.

protocole d'accord signé entre AFRISTAT et la Banque Africaine de Développement (BAD) signé le 14 avril 2017 celui-ci est relatif à la mise en œuvre du Programme de Comparaison Internationale (PCI) 2017 et de la lettre du 17 février 2017 par laquelle le département de la statistique de la BAD a désigné AFRISTAT comme Organisation sous régionale pour l'accompagner dans la mise en œuvre du PCI-Afrique 2017.

d'information envoyées aux 30 pays bénéficiaires pour leur communiquer les montants qui leur sont alloués ; (ii) élaboration de projet de memorandum d'entente à signer avec les pays bénéficiaires pour préciser les modalités de mise en œuvre du programme dans les pays ; (iii) élaboration des budgets types qui seront adaptés au cas spécifique de chaque pays ; (iv) élaboration des termes de référence des points focaux et consultants en comptabilité nationale et en statistiques des prix ; (v) mise en place de l'équipe du projet à AFRISTAT.

L'action à mener se situe donc dans le cadre du

Pour la mise en œuvre de ce programme, au niveau d'AFRISTAT, un certain nombre d'activités préparatoires ont été réalisées : (i) lettres

## Partenariat entre AFRISTAT et AGRER pour l'appui technique en Côte d'Ivoire

Au cours du troisième trimestre 2017, une mission d'assistance technique a appuyé l'évaluation de la SNDS 2012-2015 et l'élaboration de la SNDS 2017-2021.

Cette mission conduite par M. Oumarou Elhadji Malam Soulé, Expert principal en organisation institutionnelle à AFRISTAT, était composée de M. Arouna Anjuennaya Njoya, Ingénieur statisticien économiste, Expert Sénior non résident et du Dr Charles Doukouré FE, Ingénieur statisticien économiste, Enseignant à l'ENSEA d'Abidjan, Expert sénior résident.

Les travaux ont abouti à la production de trois documents : (i) le projet de rapport intitulé « Évaluation de la mise en œuvre de la SNDS 2012-2015 », le projet de rapport intitulé « Diagnostic global du Système

statistique national » et le « Projet de document final de la SNDS 2017-2021 ».

Par ailleurs, AFRISTAT a poursuivi les échanges avec l'équipe de gestion du Projet d'appui au système national de planification et de statistiques. Cela a abouti au recrutement de M. Bruno Nouatin, expert en statistiques démographiques à AFRISTAT, pour effectuer un appui dans l'élaboration de l'annuaire statistique du Ministère de la construction.

## Projet FAO pour l'amélioration des statistiques agricoles et rurales

Dans le cadre de l'accord signé entre AFRISTAT et la Stratégie Mondiale (FAO) pour apporter une assistance technique à la mise en place d'actions de renforcement des capacités dans les domaines des bases de sondage principales et d'élaboration des bilans alimentaires, les activités se sont poursuivies avec la réalisation des missions et l'organisation d'un atelier régional à Dakar.



• MM. Bruno Nouatin et Audrier Sanou, respectivement, expert en statistiques démographiques et consultant en statistiques agricoles de la Stratégie Mondiale (FAO) en poste à AFRISTAT, ont effectué, du 06 au 13 août 2017, une mission d'appui technique au Cabo Verde, sur la construction d'une base de sondage principale pour les enquêtes agricoles.

Dans les mois à venir, il est prévu également un appui technique pour la mise en place du volet culture irriguée (Regadio) de l'enquête agricole.

La mission d'appui au Cabo Verde a bénéficié du soutien de M Naman Keïta, consultant senior de la Stratégie Mondiale (FAO) qui a

Cette mission a permis d'une part de mettre à la disposition du volet pluvial (Sequeiro) de l'enquête agricole 2017 à partir d'une base de sondage issue des données du dernier Recensement Général de l'Agriculture (RGA 2015) du Cabo Verde.

apporté une contribution importante dans les discussions méthodologiques.

• Du 14 au 17 août 2017, AFRISTAT a organisé un atelier régional de formation sur l'élaboration des bilans alimentaires à Dakar.

Cet atelier a vu la participation de 13 pays d'Afrique francophone (Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Guinée, Guinée Bissau, RDC, Madagascar, Mali, Sénégal et Togo) ainsi que la Commission Economique des Nations Unies pour l'Agriculture (CEA), la Banque Africaine de Développement (BAD), la FAO-Sénégal ainsi que deux (2) autres formateurs de la FAO en provenance de Rome.

Les résultats suivants ont été obtenus à l'issue de la formation :

- les participants sont formés sur la nouvelle méthodologie d'élaboration des bilans alimentaires de la FAO ;
- ils sont formés à l'utilisation de l'outil d'élaboration des bilans alimentaires développé avec le logiciel R.

## Projet d'appui au suivi des objectifs de développement durable en Afrique (SODDA)

Le lancement de ce projet est intervenu le 28 juin 2017 à Paris (France) avec la tenue de la première réunion de son comité de pilotage. Depuis cette date, plusieurs activités ont été menées conformément à la programmation par composante du projet.

**Pour la composante A** relative au soutien à la réflexion sur les ODD dans l'espace francophone africain, les activités réalisées concernent : (i) l'élaboration des termes de référence du groupe de travail régional et la première réunion de ce dernier, (ii) la constitution de la liste nominative des membres du groupe de travail régional qui comprend des représentants d'AFRISTAT, de six pays cibles, des écoles de statistique africaines et de l'IFORD et (iii) l'élaboration et l'application d'un questionnaire d'auto-

évaluation de la mise en œuvre de stratégie de suivi-évaluation des indicateurs des ODD dans les Etats membres d'AFRISTAT.

**Pour la Composante C** portant sur le renforcement de la visibilité, les termes de référence pour le recrutement d'un expert pour l'élaboration d'une stratégie de communication à AFRISTAT ont été rédigés et validés.

Un appel à candidature a été lancé à cet effet.

En perspective pour le prochain trimestre, l'accent sera mis sur la collecte des questionnaires remplis par les pays et leur exploitation, l'organisation de la première réunion du groupe de travail régional sur le suivi des ODD et l'élaboration de la stratégie de communication d'AFRISTAT.

<sup>1</sup>Bénin, Togo, Cameroun, Burundi, Tchad et Mali.

# Autres activités d'AFRISTAT

## Missions d'appui des experts d'AFRISTAT

### Burundi

■ M. Yankhoba Jacques Badji, expert en statistiques des Prix a effectué une mission d'assistance technique au Burundi auprès de l'ISTEEBU du 07 au 17 juillet 2017. Les travaux ont regroupé les agents du Service des études et statistiques agricoles et des prix à la production agricole (SESAPPA), des agents des autres services de l'ISTEEBU et la Direction des Statistiques et de l'Information agricole (DSIA) du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage.

La mission a permis l'atteinte des résultats suivants :

- un guide méthodologique de calcul de l'indice des prix à la production agricole validé ;
- les outils de collecte des données élaborés et validés ;
- les coefficients de pondération utilisables pour le calcul des indices des prix à la production agricole sont mis en place ;
- la feuille de route pour la mise en place de l'IPPAB est élaborée.

■ Sur financement du PNUD, M. Ousman Koriko, expert principal en enquêtes auprès des ménages, a effectué du 18 septembre au 21 octobre 2017, une mission à Bujumbura au Burundi. La mission a eu pour objet d'appuyer la réalisation d'une étude de cartographie des besoins de données pour le calcul des indicateurs de suivi des objectifs de développement durable priorisés au Burundi.

### Congo

■ L'expert en charge des statistiques d'entreprises d'AFRISTAT, M. Roland Frédéric Ngampana s'est rendu, du 21 au 25 août 2017, à Brazzaville auprès de l'Institut national de la statistique (INS) du Congo pour une mission sur la relance des travaux de mise en place des indi-

cateurs conjoncturels d'activité et du répertoire statistique d'entreprises. Des séances de travail avec les responsables de l'INS et le coordonnateur du Programme de renforcement statistiques (PSTAT) de la Banque mondiale ont abouti à une feuille de route pluriannuelle 2017-2019 pour la mise en place des indicateurs conjoncturels d'activité et le répertoire statistique d'entreprises. La mise en œuvre des activités de cette feuille de route pluriannuelle est dépendante de la reprise des travaux du Recensement général des entreprises du Congo (REGEC) dont les activités sont à l'arrêt.

### Mauritanie

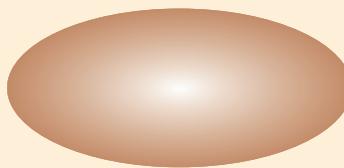
■ M. Ibrahima Sory, expert en comptabilité nationale, a séjourné du 21 au 30 août 2017 à Nouakchott en Mauritanie, dans le cadre d'une formation au module ERETES et d'un appui à l'élaboration des comptes nationaux. Sous forme de séminaire-atelier, l'objectif global de la formation est de fournir aux cadres comptables nationaux une base méthodologique minimale en comptabilité nationale pour mieux faciliter l'analyse économique, ainsi qu'une prise en compte des nouvelles sources de données dans le module ERETES.

Les travaux entrepris lors de la mission avec les cadres comptables nationaux ont permis de finaliser les nomenclatures des comptes nationaux à charger dans le module ERETES (branches d'activités, produits, opérations, secteurs institutionnels, modes de production, sources, unités physiques, etc.), et de traiter les données des enquêtes spécifiques relatives aux marges de commerce, à l'emploi, au secteur informel, aux structures des consommations intermédiaires des entreprises, etc.

### Tchad

■ L'expert associé d'AFRISTAT, M. Bérenger Florent Yapi, a effectué du 04 au 08 septembre 2017, une mission auprès de l'Institut national de la statistique, des études économiques et démographiques (INSEED) du Tchad pour lancer les travaux de rénovation de l'indice de la production industrielle (IPI) et de mise en place de l'indice de prix de production de l'industrie (IPPI) suivant les nouvelles recommandations internationales. Elle a permis de faire le diagnostic de mise en place du dispositif de production de l'indice du chiffre d'affaires (ICA) dans le commerce et les services et de l'indice du coût de la construction (ICC). Cette mission, a permis de former les cadres de l'INSEED sur le processus de mise en place de l'IPPI et de la refonte de l'IPI suivant les nouvelles recommandations internationales, d'élaborer les questionnaires pour la collecte des données de l'IPPI et l'IPI rénové, de faire les états des lieux de la mise en place du dispositif de production d'un indice du chiffre d'affaires dans le commerce et les services et d'un indice du coût de la construction et d'élaborer les chronogrammes d'activités de mise en place de l'IPPI, de l'ICA dans le commerce et les services, de l'ICC et de refonte de l'IPI.

La mise en place de ces indicateurs conjoncturels d'activité, les activités de sensibilisation des entreprises doivent être menées pour assurer une bonne collaboration lors des différentes phases de collecte des données qui seront organisées par l'INSEED.



# Activités internationales

## 61<sup>ème</sup> congrès de l'Institut International de statistique (ISI)

■ M. Paul-Henri Nguema Meyé, Directeur Général Adjoint, a représenté AFRISTAT au 61<sup>ème</sup> congrès de l'Institut International de statistique qui s'est déroulé à Marrakech (Maroc) du 16 au 21 juillet 2017. Durant cet événement, M. Nguema Meyé a contribué aux discussions en délivrant deux communications sur les thèmes de la coopération régionale en matière statistique et sur les différences entre enquêtes obligatoire et volontaire.

## Séminaire régional d'échanges sur les enjeux et défis de l'assistance technique dans le domaine de l'analyse et de la prévision dans les pays d'Afrique de l'Ouest

■ Organisé par AFRITAC de l'Ouest, AFRISTAT a participé à ce séminaire qui s'est tenu du 24 au 26 juillet 2017 à Abidjan. Tous les directeurs généraux de l'économie, de la planification et/ou directeurs de la prévision économique des pays membres de l'AFRITAC de l'Ouest ont pris part aux travaux.

Ce séminaire a permis : (i) de tirer les leçons des premières interventions d'AFRITAC de l'Ouest dans le domaine de l'analyse et des prévisions macroéconomiques ; (ii) d'identifier les bonnes pratiques et proposer des pistes de réflexion pour rendre plus performants les outils, les dispositifs institutionnels et l'organisation des analyses et des prévisions macroéconomiques et budgétaires des pays ; (iii) de recenser les centres d'intérêt des administrations économiques et financières afin de renforcer les modalités d'interventions du Centre dans le domaine ; et (iv) de discuter des objectifs retenus pour l'AF2018 en relation avec le nouveau système de suivi de l'assistance technique fournie par le FMI.

## Atelier régional sur l'utilisation de la collecte assistée par ordinateur (CAPI) pour les enquêtes agricoles

■ Du 24 au 28 Juillet 2017, M. Meite Issoufou, expert informaticien à AFRISTAT, a participé à un atelier régional organisé à Abidjan (Côte d'Ivoire). L'atelier qui avait pour thème « Utilisation de la collecte assistée par ordinateur (CAPI) pour les enquêtes agricoles » a été réalisé avec le concours des partenaires techniques et financiers de la « Stratégie mondiale » en particulier la BAD, la FAO et l'Union Européenne.

Cet atelier qui s'inscrit dans le cadre de la réalisation des activités de la composante « renforcement des capacités » de la stratégie mondiale pour l'amélioration des statistiques agricoles et rurales a été l'occasion d'aborder les points sur :

- L'expérience de l'INS de la Côte d'Ivoire dans l'utilisation des CAPI ;
- Le fonctionnement du logiciel Survey Solution ;
- la configuration des tablettes des enquêteurs ;
- l'attribution des rôles dans le cadre d'un recensement ;
- l'affectation des questionnaires aux enquêteurs ;
- la collecte des données sur le terrain ;
- suivi de la collecte via la validation des questionnaires, le rapport cartographique.

## Participation à la réunion du Comité de coordination statistique en Afrique

■ M. Ousman KORIKO, expert principal en enquêtes auprès des ménages, a pris part à Addis Ababa en Ethiopie, à une réunion du Comité de coordination des statistiques en Afrique (CCSA) organisée par la Commission de l'Union Africaine, du 4 au 8 septembre 2017. Ont pris part aux travaux, les représentants du Botswana, du Ghana et des organisations internationales telles que la Commission de l'Union Africaine (CUA), la Banque Africaine de Développement (BAD), la CEA, l'ACBF, la CEDEAO, la SADC, l'East African Community (EAC), l'ENSEA d'Abidjan et AFRISTAT. L'objet de la réunion était d'examiner et de finaliser les plans d'action et de financement de la stratégie pour l'harmonisation des statistiques en Afrique révisée (SHaSA 2).

## Réunion du Groupe des Experts sur les classifications internationales

■ Du 06 au 08 septembre 2017, Mr Tabo Symphorien, expert en comptabilité nationale a participé à la réunion du Groupe des Experts sur les classifications internationales à New York (USA). Elle est organisée par la Direction Statistique des Nations Unies (UNSD) et a regroupé 28 experts provenant de 20 pays dans le monde et de 8 organisations internationales dont AFRISTAT. A cette occasion, il a été rappelé que les classifications sont essentielles pour la mesure des progrès économiques, environnementaux, culturels, humains. C'est à ce titre que le Groupe des Experts se réunit périodiquement pour examiner la mise en œuvre des nomenclatures internationales dans les pays, statuer sur les zones d'ombre constatées sur les nomenclatures existantes et réfléchir collectivement sur la nécessité de réviser ou non chacune de ces classifications internationales (CITI Rev4, CPC Rev 2, COICOP, SH, CPC, CIP, etc.). La réunion s'est clôturée avec l'élection d'un nouveau bureau exécutif du Groupe des Experts.

## Réunions du Groupe de travail et du Comité régional Statistique de l'UEMOA

■ AFRISTAT a été représenté par M. Cosme Vodounou, Directeur Général, à la 5<sup>ème</sup> réunion Comité Régional de la Statistique (CRS) de l'UEMOA qui s'est tenue à Dakar (Sénégal) du 18 au 20 septembre 2017. En prélude à cette rencontre, M. Yankhoba Jacques BADJI, expert en statistiques des Prix, a participé à la réunion du Groupe de travail (GT) du 11 au 14 septembre 2017 dans la même ville.

L'ordre du jour du GT comportait d'une part l'élaboration d'une feuille de route pour l'application du Règlement n°03/2017/CM/UEMOA portant adoption des modalités d'élaboration et de calcul de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) base 2014 et d'autre part, l'examen du plan de travail du Programme d'Harmonisation et de Modernisation des Enquêtes sur les Conditions de Vie des Ménages (PHMECV) dans les Etats membres de l'Union.

La feuille de route proposée par les experts a été validée par le CRS et devrait conduire à la publication de l'indice national base 2014 en janvier

2018. Le Plan de travail régional du PHMECV a été adopté par le Comité qui est l'organe de Pilotage dudit Programme.

Le Comité a exprimé sa satisfaction à AFRISTAT pour l'appui technique apporté pour la mise en œuvre du PSR 2015-2020. Il lui a demandé d'accompagner les Etats dans la finalisation des notes techniques d'estimation des données des prix sur les périodes de rupture de la collecte pour permettre aux INS d'appliquer une méthodologie harmonisée. A l'attention des utilisateurs de Phoenix-UEMOA, AFRISTAT a proposé de produire une note retraçant les correctifs apportés à l'application.

## Atelier sur « les nouvelles mesures de la contribution des activités financières au PIB »

■ M. Symphorien Ndang Tabo, expert en comptabilité nationale, a pris part, du 18 au 24 septembre 2017 à Conakry en Guinée à un atelier organisé par AFRITAC de l'Ouest dont le thème est « les nouvelles mesures de la contribution des activités financières au PIB ». Ce séminaire de renforcement des capacités a regroupé 10 Etats de l'Afrique de l'Ouest et des institutions financières dont les banques centrales et AFRISTAT. Les participants ont appris les nouvelles mesures d'estimation des productions et des valeurs ajoutées de la branche des activités financières y comprises les banques (SIFIM) et les assurances. Quelques représentants des pays participants ont partagé leurs expériences dans le domaine financier. Quant à AFRISTAT, sa présentation a porté sur l'état des lieux de publication des comptes nationaux annuels et trimestriels dans les 10 Etats de l'Afrique de l'Ouest présents ainsi que les avancées en termes d'élaboration d'une nouvelle année de base conforme au SCN 2008.

## Troisième édition des ateliers sur les meilleures pratiques de prévision macroéconomique

■ Dans le cadre du renforcement des capacités en analyse et prévisions macroéconomiques des cadres de ses Etats membres, la Commission de l'UEMOA a organisé en collaboration avec AFRISTAT et AFRITAC de l'Ouest, la troisième édition des ateliers sur les meilleures pratiques de prévision macroéconomique, du 25 au 29 septembre 2017 à Ouagadougou. Cet atelier a porté sur les méthodes de prévision des agrégats des finances publiques et les enjeux du passage au TOFE 2009 pour les travaux de prévision macroéconomique. Il a permis aux pays et organisations représentées d'échanger sur (i) le cadre conceptuel en vigueur sur les prévisions des recettes et dépenses budgétaires ; (ii) les Méthodes de projection des agrégats des finances publiques ; (iii) les Nouvelles recommandations et changements introduits par les MSFP 2001 et 2014 par rapport au MSFP 1986 (UEMOA) ; et (iv) les Pratiques-pays en matière de projection des agrégats des finances publiques.

Il a aussi permis de les sensibiliser quant aux enjeux des changements prévus pour les travaux de prévision macroéconomique.

# Echange de bonnes pratiques

Inventaire des Recensements et Enquêtes Démographiques en Afrique (IREDA)

<http://www.ceped.org/ireda>

Par Françoise Gubry, [francoise.gubry@orange.fr](mailto:francoise.gubry@orange.fr)  
Francis Gendreau, [gendreau.francis117@free.fr](mailto:gendreau.francis117@free.fr)

## ORIGINES ET OBJECTIFS

La sauvegarde, la conservation et la valorisation des opérations de collecte démographique font l'objet depuis quelques années d'initiatives grâce à une sensibilisation progressive et croissante à la notion de "patrimoine démographique".

IREDA s'inscrit dans cette dynamique en ayant pour objet l'inventaire documenté des opérations de collecte démographique en Afrique. C'est un projet piloté conjointement par le CEPED (Centre Population et Développement, unité mixte de recherche Université Paris Descartes - IRD) et le bureau Francis Gendreau Consultant. Au CEPED, il est coordonné par Françoise Gubry au sein du projet transversal ValDém.

IREDA a pour objectif de produire une description synthétique et documentée de chacune des opérations démographiques africaines passées et présentes, d'informer sur les ressources existantes et d'en favoriser l'accès, en vue de l'utilisation de ces données par le monde de la recherche et de leur valorisation dans une perspective comparative. Les opérations retenues sont essentiellement des opérations nationales ; toutefois, certaines opérations localisées anciennes (des années 1950 et 1960) ont été prises en compte en raison de leur intérêt historique. Un tel inventaire documenté présente un intérêt à la fois pour les producteurs de données (valorisation de leur travail par une plus grande facilité d'accès) et pour les utilisateurs, notamment les chercheurs (avec la mise à disposition d'une information fiable et complète).

De façon générale, pour répondre aux besoins des utilisateurs, l'archivage des opérations de collecte a, totalement ou partiellement, pour objectifs : l'inventaire des opérations, la description de ces opérations (métadonnées), l'accès aux "ressources" (rapports d'analyse, documents techniques, etc.), et l'accès aux fichiers de microdonnées (données individuelles). IREDA se distingue des autres inventaires existants car il a une complétude meilleure en matière d'inventaire, surtout pour les opérations anciennes (les plus menacées de disparition) et pour les enquêtes ; il inventorie aussi les ressources associées, en valorisant notamment les travaux des utilisateurs des données. En revanche, IREDA ne gère pas les microdonnées, mais indique les liens vers les sites les fournissant.

## PRINCIPES ET MODALITES

### Champs géographique et temporel de l'inventaire IREDA

L'ensemble du continent africain et des îles qui lui sont habituellement rattachées est pris en compte, soit au total 58 pays et territoires.

Dans chacun de ces pays, ont été retenues prioritairement les opérations nationales, c'est-à-dire ayant porté sur l'ensemble du territoire et sur l'ensemble de la population. Dans certains cas, ce caractère "national" est obtenu après agrégation de plusieurs opérations régionales proches dans le temps ; on parle alors d'opérations nationales complexes. Comme indiqué précédemment, certaines opérations localisées anciennes ont été aussi retenues en raison de leur intérêt historique. Les opérations sont prises en compte de la fin de la seconde guerre mondiale à aujourd'hui, ce qui couvre l'histoire statistique des pays africains. Elles n'y figurent qu'une fois exécutées sur le terrain.

### Types d'opérations prises en compte

- Pour les recensements, il s'agit des recensements de la population (et éventuellement de l'habitat ou des logements). Figurent dans l'inventaire quelques recensements réalisés sur le terrain, mais "annulés" par la suite ou dont l'exploitation a été interrompue, le plus souvent pour des raisons politiques. Figurent aussi quelques "recensements administratifs" dits "améliorés", utilisés dans certains pays avant le premier "recensement statistique".

- Pour les enquêtes, n'ont été retenues que celles auprès des ménages fournissant des données démographiques au sens traditionnel de l'analyse démographique (données d'état et/ou de mouvement). Ne figurent donc pas sur cette liste les enquêtes sur le budget et la consommation, le niveau et les conditions de vie, la main-d'œuvre, les connaissances, attitudes et pratiques (enquêtes CAP) sur la contraception ou le Sida, sauf si ces enquêtes fournissent aussi des données démographiques.

### Typologie des opérations

La typologie retenue pour qualifier les opérations comprend douze catégories :

- aed** : autre enquête démographique
- aes** : autre enquête statistique comportant des questions démographiques
- ecr** : enquête complémentaire, réalisée après un recensement
- eds** : enquête démographique et de santé (EDS/DHS)
- eim** : enquête par grappes à indicateurs multiples (EGIM/MICS)
- emf** : enquête sur la fécondité de l'Enquête Mondiale sur la Fécondité (EMF/WFS)
- epr** : enquête à passages répétés
- mig** : enquête sur les migrations (et éventuellement de la main-d'œuvre)
- onc** : opération nationale complexe (comportant plusieurs composantes locales, recensements ou enquêtes)
- rad** : recensement administratif
- rec** : recensement
- tds** : enquête de type eds

## Les ressources externes

Les ressources d'intérêt sont l'ensemble des documents écrits ou numériques disponibles des phases pré et post-collecte conçus par les producteurs des données comme par les chercheurs les ayant utilisées. Chacune des opérations est accompagnée de nombreuses ressources en ligne (ou qui seront numérisées dans la mesure du possible et des autorisations accordées). Ces ressources concernent les rapports officiels et les documents techniques (questionnaires, manuels des enquêteurs, cartes, manuels de codification, documentation des bases de données, etc.), ainsi que des publications de recherche provenant des travaux des chercheurs ou de thèses d'étudiants. L'accent est mis sur les ressources des opérations anciennes, moins connues et moins accessibles.

IREDA comprend ainsi une bibliothèque virtuelle Redatek et une archive ouverte OAI/PMH permettant de moissonner ces données. IREDA est aussi un portail vers les ressources des opérations, par des liens vers les sites correspondants (les INS, ACAP, IPUMS, IHSN, etc.).

## IREDA AUJOURD'HUI

### Historique et partenariats

Le projet a été lancé en 2008. Une première présentation en a été faite à l'Atelier sur l'accessibilité et la valorisation des recensements et des enquêtes démographiques en Afrique, organisé par PARIS21, l'INSEE et le CEPED à Paris le 3 juillet 2008. Une première version publique du site a été présentée au Congrès de l'UIESP à Marrakech (septembre-octobre 2009). Le site a été mis en ligne en février 2010 avec les opérations de deux pays, le Congo (R. D.) et le Niger. Il est depuis enrichi progressivement.

Dès sa conception, IREDA a été construit comme un projet devant s'intégrer harmonieusement parmi les initiatives prises dans ce domaine, et se situant **en complémentarité** (dans la mesure où il renvoie par des liens sur les autres sites), et non en concurrence avec elles. Il utilise des normes (DDI pour la description des opérations, Dublin Core pour celle des ressources) le rendant compatible avec la plupart des autres projets, de même qu'il est compatible avec les logiciels d'archivage d'IHSN.

C'est pour cette raison qu'IREDA a été lancé en relation avec PARIS21, l'INSEE, et des centres démographiques d'Afrique francophone (IFORD, Yaoundé ; CEFORP, Cotonou ; ENSEA, Abidjan ; ISSP, Ouagadougou ; URD, Lomé). L'alimentation d'IREDA a été réalisée en partenariat avec ces centres (notamment dans le cadre d'un projet avec l'IFORD, l'ISSP et l'ODSEF, financé par l'Organisation internationale de la francophonie

en 2013) ainsi qu'avec d'autres organismes (les Instituts de statistique, AFRISTAT, IHSN, ODSEF, IPUMS-International, etc.). Les partenaires d'IREDA peuvent aussi bénéficier d'un outil simple d'archivage des données, la "**Trousse à enquêtes**", mise au point grâce à un financement de l'IRD.

Un partenariat récent avec le "CESD - Statisticiens pour le développement" a permis d'inventorier et de décrire les opérations anciennes (des années cinquante et soixante), y compris les opérations localisées (en principe non prises en compte par IREDA), dont l'intérêt historique le justifie ; de plus, les rapports de ces opérations ont été mis en ligne. Grâce à ce partenariat, ces opérations anciennes, souvent tombées dans l'oubli jusqu'ici, revivent et pourront être utilisées, notamment pour des études comparatives sur le moyen terme. IREDA se veut enfin un projet ouvert puisque les métadonnées, placées sous une licence Creative

Commons, sont réutilisables et que la Trousse à enquêtes et la méthodologie du projet sont librement téléchargeables sur son site. Ces outils, qui recourent à des logiciels libres et gratuits, peuvent être adaptés et utilisés pour valoriser d'autres types d'opérations statistiques (nationales ou régionales), y compris en réutilisant des métadonnées déjà saisies.

#### La liste récapitulative des opérations africaines

Sur le site, est tenue à jour de façon continue en fonction des informations recueillies, la "liste des recensements et enquêtes démographiques en Afrique (depuis 1944)" (<http://www.ceped.org/ireda/spip.php?article66>) répondant aux définitions ci-dessus. Au total, pour les 58 pays et territoires africains, ce sont plus de 760 enquêtes et recensements de population qui ont été identifiés entre 1944 et 2016. Le nombre d'opérations par pays est compris entre 4 et 21,

avec une moyenne 13,2, et le nombre d'opérations par an est compris entre 0 (en 1945 et en 1949) et 40 (en 2000), avec une moyenne de 10,5. Les recensements représentent plus de 40 % des opérations, suivis des enquêtes démographiques et de santé (21 %) ; on trouve ensuite, avec un poids similaire : les "autres enquêtes démographiques" et l'ensemble des autres catégories restantes (un peu moins de 13 % pour chacun de ces trois groupes).

#### Les opérations décrites sur le site

Vingt-trois pays figurent pour l'instant dans l'inventaire IREDA (<http://www.ceped.org/ireda/inventaire>) :

<b>Bénin</b>	<b>Burkina Faso</b>	<b>Burundi</b>	<b>Cameroun</b>	<b>Centrafrique</b>	<b>Comores</b>	<b>Congo</b>	<b>Congo (R. D.)</b>
<b>Côte d'Ivoire</b>	<b>Djibouti</b>	<b>Gabon</b>	<b>Guinée</b>	<b>Guinée Équale</b>	<b>Madagascar</b>	<b>Mali</b>	<b>Maurice</b>
<b>Mauritanie</b>	<b>Niger</b>	<b>Rwanda</b>	<b>Sénégal</b>	<b>Seychelles</b>	<b>Tchad</b>	<b>Togo</b>	

On y trouve les 22 États membres d'AFRISTAT, moins la Guinée Bissau, le Cap Vert et Sao Tomé & Príncipe, et plus le Congo (R. D.), Maurice, le Rwanda et les Seychelles.

Pour ces 23 pays, 355 opérations ont été décrites. Elles sont affichées par pays et par ordre chronologique inverse, chacune avec ses ressources. Il est aussi possible d'interroger cet inventaire pour trouver des opérations ou des ressources spécifiques.

On y trouve 74 opérations locales qui, comme on l'a vu, sont de deux sortes : des opérations locales "isolées" retenues pour leur ancienneté et leur intérêt ; et des opérations locales constitutives d'une opération nationale complexe (onc).

Les opérations nationales sont au nombre de 281, soit 12 opérations en moyenne par pays (un peu plus donc que la moyenne des pays africains). Le classement des opérations par type est le même que pour l'ensemble des 58 pays, mais a) la proportion des recensements est moindre (33 % au lieu de 40 %), b) celle de la catégorie résiduelle des autres opérations est plus importante (22 % contre 13 %).

Ces différences peuvent avoir plusieurs origines, comme la sélection des pays (les pays francophones au sud du Sahara ont commencé à réaliser des recensements plus tardivement que les autres pays) ou le fait que travailler sur un pays pour pouvoir en décrire les opérations conduit à "retrouver" des opérations de type moins fréquent et "oubliées" par la littérature.

Par ailleurs, la moitié des opérations nationales décrites datent de 1994 et avant, alors que la plupart des autres sites d'archivage ne portent souvent que sur des opérations datant d'après 1990.

Ce rapide aperçu montre l'intérêt de cet inventaire et le type d'analyse qu'on peut en tirer sur l'histoire de l'observation démographique en Afrique.

#### Les ressources documentaires de la base de données IREDA

Les 4 418 ressources de l'inventaire IREDA sont classées en trois grandes catégories : les 1 777 publications officielles (rapports d'analyse et tableaux statistiques), qui en représentent 40 %, les documents techniques (questionnaires, manuels et documents techniques divers) 19 % et les documents de recherche utilisant ces données (41 %). 2 830 d'entre elles (64 %) sont consultables en texte intégral sur le site Web, soit à partir d'un fichier qui a été numérisé dans le cadre du projet, soit avec son URL sur un site distant, dont la quasi-totalité des documents techniques répertoriés.

L'accent a été mis sur les ressources anciennes, plus difficiles à trouver mais qui étaient présentes en grand nombre dans le centre de documentation du CEPED avant sa fermeture et qui ont été transférées à l'Institut national d'études démographiques (INED) ou à la Bibliothèque universitaire des langues et civilisations (BULAC).

L'onglet « Bibliographies » de l'inventaire IREDA donne accès à des bibliographies spécialisées pour

chaque pays, à des ouvrages généraux sur la démographie du pays ainsi qu'à des publications officielles anciennes comme des recensements administratifs. Outre les références d'une quinzaine de bibliographies anciennes sur les opérations de collecte en Afrique, les publications du Groupe de démographie africaine ont été aussi intégralement numérisées (81 livres et séries qui ne se rapportent pas nécessairement à un pays donné).

#### CONCLUSION

Malgré les efforts consentis en matière de collecte et d'archivage et même si les progrès enregistrés sont réels, l'accès à l'information démographique reste souvent difficile. Celle-ci est pourtant nécessaire, car la capacité de l'Afrique à collecter, gérer, analyser et diffuser ses données est indispensable à la réussite du développement. Dans ce cadre, notamment en ce qui concerne la politique d'archivage des données, les INS ont un rôle majeur, y compris pour la préservation du passé. Outre la tenue de leur propre site d'archivage, ils doivent connaître et utiliser les autres sites comme IREDA, surtout si ces sites respectent les normes usuelles, rendant les données très facilement récupérables pour les mettre sur leur site, ce qui est le cas d'IREDA.

# Échos des instituts nationaux de statistique

**Cameroun**  
[www.statistics-cameroon.org](http://www.statistics-cameroon.org)

## Installation des nouveaux responsables nommés à l'INS

Le Conseil d'Administration de l'INS a procédé en janvier 2017 à la nomination des responsables aux postes d'Inspecteur de Services, de Chefs de Département, de Chefs de Division et de Chefs d'Agence Régionale. En juin 2017, c'était autour des Sous-Directeurs, Chargés d'Etude et assimilés. De même en juillet 2017, la Direction Générale de l'INS a nommé les Chefs de service et assimilé. Tous les responsables ainsi promus ont été officiellement installés dans leur fonction le 09 août 2017 par le Directeur Général.

## Rapport sur la situation de référence des ODD au Cameroun

En juin 2017, l'INS a lancé les travaux d'élaboration du rapport sur la situation de référence des Objectifs de Développement Durable (ODD) en 2016 à travers un atelier financé par le Projet de Renforcement des Capacités en Gestion Economique et Financière du Cameroun (CAMER-CAP-PARC). Les résultats ont porté sur la catégorisation des indicateurs en trois groupes: (i) ceux dont la valeur existe pour la situation de référence, (ii) ceux que les opérations statistiques en cours peuvent permettre de renseigner (iii) et enfin ceux qui nécessitent de nouvelles méthodes de collecte.

En août 2017, les travaux se sont poursuivis à travers la tenue d'un second atelier financé par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). L'objectif visé était la mise en cohérence des données et la rédaction du premier draft du rapport.

Au terme des travaux, la version provisoire du rapport a été produite et des recommandations ont été formulées à l'endroit des participants. Elles portaient entre autres sur (i) le plaidoyer pour le renforcement du Système National d'Information Statistique (SNIS), non seulement pour les ODD mais aussi pour le suivi des politiques publiques, (ii) l'organisation des séminaires méthodologiques sur le calcul de certains indicateurs contextualisés notamment la pauvreté multidimensionnelle, l'harmonisation du dispositif actuel et le renforcement des capacités des administrations sectorielles.

## Etude sur la cartographie des Petites et Moyennes Entreprises Camerounaises (CartoPME 2017)

L'Institut National de la Statistique (INS) et l'Agence de Promotion des Petites et Moyennes Entreprises (APME), ont signé un contrat d'assistance technique en vue de réaliser l'étude sur la cartographie des PME et promouvoir leur compétitivité. Cette étude a pour objectif de produire des informations statistiques sur les financements des PME et leur difficulté d'accès au crédit ; l'innovation technologique ; la compétitivité, la sous-traitance et l'économie numérique. Les données proviendront des sources primaires et des sources secondaires. Les données primaires seront collectées auprès des entreprises. Les données secondaires proviendront de l'exploitation (i) du Recensement Général des Entreprises de 2015 ; (ii) des Déclarations Statistique et Fiscale ; (iii) de l'Enquête sur l'Emploi et le Secteur Informel, et

(iv) les Comptes Nationaux. Le séminaire de cadrage méthodologique s'est tenu en septembre 2017 et a permis de produire le document de méthodologie et les outils de collecte. L'enquête pilote est en cours. La phase de collecte de données sur le terrain est prévue en octobre 2017. Les premiers résultats sont attendus pour le 4e trimestre 2017..

## Mise en œuvre du Système Général de Diffusion de Données Amélioré (SGDD-a) au Cameroun : Présentation de la Page Nationale Récapitulative de Données (PNRD)

Dans le cadre de la mise en œuvre du Système Général de Diffusion de Données Amélioré (SGDD-a), l'Institut National de la Statistique a organisé le 12 juillet 2017, avec l'appui financier de la Banque Africaine de Développement, l'atelier de présentation de la Page Nationale Récapitulative de Données (PNRD). C'est un outil de diffusion, mis en place par le Cameroun avec l'assistance technique du Fonds Monétaire International (FMI), qui permet aux utilisateurs d'avoir un accès facile aux principales données macroéconomiques et financières nécessaires à l'évaluation de la situation économique du pays. Il convient de noter que la PNRD est alimentée par des données provenant des plateformes Open Data installées dans les administrations produisant les principales catégories de données couvertes par le SGDD-a, à savoir le Ministère des Finances (MINFI), l'Institut National de la Statistique (INS) et la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC). Ces plateformes Open Data sont offertes par la Banque Africaine de Développement à ses pays membres, dans le cadre de son programme "Autoroute de l'Information en Afrique (AIA)" qui vise l'harmonisation de la diffusion des données à travers le continent. Accès à la PNRD se fait à travers le lien : <http://nso.cameroon.opendataforafrica.org/nsdp>.

**Gabon**  
[www.stat-gabon.org](http://www.stat-gabon.org)

La période sous revue est marquée essentiellement à la Direction générale de la statistique (DGS) par la tenue de deux ateliers : Atelier de production des principaux tableaux d'effectifs du recensement général de la population et des logements (RGPL2013)

Dans le cadre du protocole d'accord signé entre le Gabon et la Banque Mondiale (BM), visant le financement du Projet de développement du Système Statistique National, la DGS a dans le cadre de la poursuite de sa série de publication des produits du Recensement Général de la Population et des Logements réalisé en 2013 (RGPL 2013), a bénéficié du soutien de la BM pour la réalisation d'un Atelier sur la production du rapport des tableaux statistiques.

Cet atelier organisé, du 06 au 20 août 2017, a vu la participation des statisticiens démographes de la Direction Générale de la statistique ayant pris part à l'exécution des travaux du RGPL2013. Il a permis de :

- faire la revue de littérature à la suite des besoins en informations collectés auprès des utilisateurs des données ;
- élaborer le plan de tabulation ;
- produire les tableaux et les cartes thématiques ;

- examiner les tableaux pour s'assurer de leur qualité ;
- produire le rapport.

## Atelier d'évaluation à mi-parcours de la collecte des données de l'Enquête Gabonaise sur l'Evaluation de la Pauvreté (EGEPII)

A la suite du suivi régulier de la collecte des données sur le terrain et à travers le serveur (CAPI Survey Solutions), la Direction Générale de la statistique a procédé à une évaluation globale de la situation à travers la tenue d'un atelier qui a permis de faire le point sur l'état d'avancement de la collecte ainsi que l'évaluation à mi-parcours de l'application survey solution. Y ont pris part, les différents superviseurs des zones les coordonnateurs de l'EGEPII.

**Guinée Equatoriale**  
[www.inege.gq](http://www.inege.gq)

L'INEGE de la Guinée Equatoriale a procédé dans la période sous revue à la publication des comptes nationaux définitifs de 2014, le taux d'inflation du deuxième trimestre 2017 ainsi que l'annuaire Statistique.

Toutes ces publications sont disponibles sur le site web de l'INEGE: [www.inege.gq](http://www.inege.gq)

**Sénégal**  
[www.ansd.sn](http://www.ansd.sn)

## Changement de Direction à L'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie

L'ANSD organe central du Système Statistique National a connu récemment un changement directorial avec la nomination de M. Babacar Ndir, qui occupait auparavant le poste de Directeur Général Adjoint au sein de l'Agence. M. Ndir remplace M. Aboubacar Sédikh Beye qui a été porté à la tête du Port Autonome de Dakar.

## Recensement Général des Entreprises Agricoles : Phase 2 du Projet de Renovation des Comptes Nationaux (PRCN)

Dans le souci de fournir à l'Etat du Sénégal des données statistiques fiables, indispensables à l'orientation des politiques stratégiques, l'Agence nationale de la Statistique et de la Démographie lancée en 2015 le Projet de Renovation des Comptes Nationaux. L'objectif de ce projet étant de fournir aux utilisateurs des informations économiques actualisées et de meilleure qualité à l'issue de l'élaboration d'une nouvelle année de base des comptes nationaux conforme au SCN 2008.

Après avoir bouclé la première phase de ce projet, à savoir le recensement général des entreprises (RGE), qui a permis de dénombrer l'ensemble des unités économiques, formelles comme informelles, l'ANSD enclenche la seconde phase du projet qui porte sur le volet agricole.

Pour compléter la base de données des unités économiques qui exercent au Sénégal, Le recensement général des entreprises agricoles (RGEA) va couvrir l'ensemble des exploitations agricoles du pays qui ont une activité marchande. Il permettra de collecter de données portant sur des indicateurs tels que les superficies d'exploitations, les matériels employés ou encore les bâtiments de stockage. L'intérêt principal de ce recense-

ment, qui est une première au Sénégal, sera de doter la Comptabilité Nationale des données nécessaires pour la révision de l'année de base et d'avoir une cartographie sur toutes les exploitations agricoles du territoire national. Il faudrait aussi noter que cette cartographie couvrira non seulement les besoins du RGEA mais aussi ceux du Recensement National de l'Agriculture et de l'Elevage (RNAE).

Le processus de mise en œuvre du RGEA comporte plusieurs étapes partant de la cartographie des zones de recensement, à la production des documents synthèses en passant par la collecte et le traitement des données. Actuellement, l'étape de la cartographie a été lancée, elle a été précédée de la préparation et de la validation des outils et de l'harmonisation des concepts.

**Restitution des résultats de l'Enquête Démographique et de Santé Continue de 2016**  
L'ANSD a organisé un atelier de restitution des résultats de l'Enquête Démographique et de Santé (EDS) Continue de 2016, le 06 septembre 2017 à 9h 00 à Dakar.

L'Enquête-Continue de 2016 est la quatrième édition des séries d'EDS-Continue lancées en 2012. Cette opération statistique s'inscrit dans le cadre du respect de l'engagement de l'Etat du Sénégal avec ses partenaires de mettre à la disposition des usagers des données actualisées, fiables et inédites sur les domaines de la santé (offre et demande), l'éducation, les conditions de vie des ménages etc. Ainsi, l'EDS-Continue de 2016 a collecté des données sur la fécondité, la planification familiale, les soins prénatals et postnatals, les maladies des enfants, leur prévention et leur prise en charge, la mortalité au cours de l'enfance. Elle renseigne également les questions relatives à la disponibilité des ressources matérielles et humaines ainsi que la qualité des soins offerts par les services de santé aux populations.

**L'ANSD et le Ministère de la Santé et de l'Action sociale (MSAS) s'allient pour le renforcement du système d'information sanitaire**  
Le Ministère de la Santé de l'Action sociale (MSAS) et l'Agence nationale de statistique et de la démographie (ANSD) ont signé, le 29 août 2017, un mémorandum d'accord pour le renforcement du système d'information sanitaire.

Cet accord permettra de mesurer les performances du système de santé dans la poursuite du Plan national de développement sanitaire (PNDS 2009-2018) qui décline les ambitions de l'Etat du Sénégal en matière de politique sanitaire et qui fixe entre autres objectifs, le renforcement du système d'information et la recherche en santé, au titre de ses priorités absolues.

Amélioration des comptes nationaux : le PIB trimestriel est désormais publié en volume corrigé des variations saisonnières (CVS) et en valeur.

La Note sur le PIB trimestriel est une publication qui fait la synthèse de l'évolution récente de l'activité économique de notre pays. Le PIB est calculé en partant d'un regroupement des branches de la Nomenclature d'Activité des États Membres d'AFRISTAT (NAEMA). L'approche utilisée est celle des ressources et repose sur la disponibilité d'un ensemble minimum de statistiques conjoncturelles sur les branches d'activités économiques. La méthodologie de l'étalonnage-calage fondée sur l'analyse économétrique a été retenue. L'approche par étalonnage direct de la valeur ajoutée est utilisée. Sauf indication contraire, les analyses portent sur les données corrigées des variations saisonnières (CVS). La note sur le PIB trimestriel est publiée

au plus tard soixante-quinze (75) jours après le trimestre sous revue.

**Autres activités**

Durant ce trimestre, l'ANSD a procédé à la production et à la diffusion du rapport de l'enquête trimestrielle sur l'emploi au Sénégal, de la Note d'analyse du commerce extérieur mais également des publications conjoncturelles portant sur les prix à la consommation, la production industrielle, les prix à la production industrielle, les échanges.

extérieurs et les statistiques économiques. Toutes ces productions sont librement accessibles sur le site web de l'ANSD : [www.ansd.sn](http://www.ansd.sn).

**Togo**  
[www.stat-togo.org](http://www.stat-togo.org)

**Réalisation de l'enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel (ERI-ESI)**

L'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED) a entamé avec l'appui technique d'AFRISTAT, la réalisation de l'enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel (ERI-ESI 2017) dans le cadre du programme statistique régional de l'UEMOA.

Cette opération est réalisée sur toute l'étendue du territoire national du mois d'août au mois d'octobre 2017. Elle vise à fournir des indicateurs nécessaires au suivi et à l'évaluation des politiques de l'emploi et à une meilleure perception du secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA. L'enquête ERI-ESI 2017 permettra également dans le volet emploi, de fournir les principaux indicateurs du marché de travail dont le chômage et le sous-emploi. Le volet informel permettra d'inventorier les activités du secteur informel et de cerner le fonctionnement des unités de production de ce secteur et leur poids dans l'économie nationale.

**Réalisation de l'enquête MICS6 au Togo**  
Dans le cadre de la production des indicateurs de suivi de la situation des enfants et des femmes au Togo, l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED) et le bureau du Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) au Togo collaborent pour mener du mois de juillet au mois d'octobre 2017, la sixième enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS6).

L'enquête MICS6 fournira des indicateurs fiables et actuels sur la situation des femmes et des enfants pour accompagner les prises de décisions et les actions du Gouvernement et des partenaires. Ainsi, les résultats permettront de suivre spécifiquement la situation des enfants et des femmes au Togo, de mesurer les progrès réalisés par rapport aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et d'établir une situation de référence pour les Objectifs du Développement Durable (ODD) ainsi que pour d'autres programmes nationaux et internationaux. Les spécificités de MICS6 sont entre autres, la réalisation du test de la qualité de l'eau de boisson consommée par les ménages et l'évaluation de la compétence d'apprentissage chez les enfants de 7 à 14 ans à travers des tests de calcul et de lecture. Ce qui constitue une première du genre par rapport aux autres enquêtes MICS déjà réalisées au Togo.

**Réunion du Conseil d'Administration de l'INSEED**

Le Conseil d'Administration (CA) de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED) a tenu sa première session ordinaire de l'année 2017, le 17 août 2017 à Lomé. Au cours de ces travaux, le conseil a examiné et

adopté le rapport financier: gestion 2016 et le PTA 2018 de l'INSEED. Le conseil a également examiné et adopté le rapport général du comité ad hoc de réflexion sur le déploiement du personnel de l'INSEED dans le nouvel organigramme.

**Réunion du Conseil National de la Statistique (CNS)**

Le Conseil National de la Statistique (CNS) a tenu le 24 août 2017 sa première session de l'année 2017 à Lomé. Cette session a permis aux membres du CNS d'examiner et d'adopter le projet de rapport statistique national 2016 ainsi que le projet de programme statistique national 2017 actualisé (PSN 2017).

**Publication des comptes nationaux de l'année 2014**

L'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED) a organisé un séminaire national de dissémination des comptes nationaux définitifs de l'année 2014, le 23 août 2017 à Lomé. Ce séminaire a été une occasion pour partager les résultats des comptes nationaux définitifs de l'année 2014 avec l'ensemble des acteurs du système statistique national, les directeurs, les opérateurs économiques, la société civile et les utilisateurs des données statistiques. Les résultats des comptes nationaux définitifs de l'année 2014 indiquent un taux de croissance de 5,9%. Le secteur tertiaire maintient sa prédominance dans l'économie avec un poids de 47,1% du Produit Intérieur Brut (PIB) réel et une contribution à la croissance de 3,2 points. A la fin de l'année 2017, l'INSEED se propose de publier les comptes définitifs de 2015 pour permettre au Togo d'être en conformité avec la norme internationale qui dispose que les comptes définitifs de l'année N-2 soient disponibles à l'année N.

**Atelier de pré-validation des nomenclatures togolaises d'activités (NTA) et de produits (NTP)**

Du 28 au 31 août 2017 l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED) a organisé à Lomé, un atelier de pré-validation du document projet des nomenclatures dénommées Nomenclature togolaise d'activités (NTA) et Nomenclature togolaise de produits (NTP). Cette activité s'inscrit dans le cadre du processus d'adaptation des nomenclatures d'activités et de produits d'AFRISTAT aux réalités de l'économie togolaises. Le document projet de nomenclatures togolaises d'activités et de produits a été élaboré après un certain nombre d'activités préalablement réalisées, notamment la réunion d'information et de sensibilisation des structures du Système Statistique National (SSN) ainsi que les ateliers techniques tenus durant l'année 2016.

**Travaux préparatoires du 5<sup>ème</sup> RGPH du Togo**

Dans le cadre des travaux préparatoires du cinquième recensement général de la population et de l'habitat au Togo (RGPH5), des séances de travail en vue de la consolidation et de la budgétisation du document projet ont été organisés du 24 juillet au 04 août 2017 à l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED). Les travaux se sont déroulés avec l'appui technique d'Ibrahima Sarr, Consultant international. Une séance de restitution s'est déroulée à la fin de cette mission au bureau de l'UNFPA à Lomé.

# Réunions, ateliers et séminaires

<b>Douala, 2-6 octobre 2017</b> Séminaire conjoncture second semestre Afrique centrale	<b>Bogota, 08-10 novembre 2017</b> 4th International Conference on Big Data for Official Statistics
<b>Bamako, 09-13 octobre 2017</b> Séminaire annuel de comptabilité nationale	<b>Ouagadougou, du 13 au 17 novembre 2017</b> Atelier sur l'évaluation à mi-parcours de la mise en oeuvre du PSR 2015-2020 : bilan de la production des comptes nationaux dans les Etats membres et perspectives
<b>Yaoundé, 23-24 octobre 2017</b> Séminaire de lancement du projet IHPC-CEMAC	<b>Entebbe, 13-17 novembre 2017</b> 25ème session de la Commission africaine des statistiques agricoles
<b>Bamako du 23 au 26 octobre 2017</b> Atelier sur l'élevage nomade pour la production des statistiques agricoles	<b>Ouagadougou, 15-17 novembre 2017</b> Atelier de validation de la nouvelle maquette de la Base de Données de la Surveillance Multilatérale (BDSM)
<b>Douala, 27-28 octobre 2017</b> Atelier de formation des gestionnaires du projet IHPC-CEMAC	<b>Abidjan 20-22 novembre 2017</b> Réunion inaugurale du groupe régional d'experts du programme de comparaison internationale
<b>Cap Town, 29 octobre-4 novembre 2017</b> 20 <sup>e</sup> Congrès international sur la population	<b>Ouagadougou, 20-24 novembre 2017</b> Séminaire conjoncture second semestre Afrique de l'ouest
<b>Douala, 30 octobre-3 novembre 2017</b> Atelier régional de renforcement des capacités des Etats membres de la CEMAC sur la note de conjoncture et matrice de comptabilité sociale	<b>Abidjan, 27-28 novembre 2017</b> Atelier de validation des réunions méthodologiques des institutions du GPS-Shaoa
<b>Luxembourg, 6-10 novembre 2017</b> International Study Tour to Eurostat	<b>Libreville, 27 novembre-1<sup>er</sup> décembre</b> Atelier sur les statistiques de l'environnement à l'appui de la mise en œuvre du code pour le développement des statistiques de l'environnement
<b>Abu Dhabi, 8-9 novembre 2017</b> Fourth meeting of the Technical Committee of the Arab Statistics Initiative "Arabstat"	<b>Dakar 11-15 décembre 2017</b> Atelier régional de renforcement des capacités en statistiques du travail

La Lettre d'AFRISTAT peut être obtenue gratuitement sur demande, et est disponible sur : <http://www.afristat.org>

Pour obtenir la version électronique, vous pouvez également vous inscrire sur la liste de distribution de

**La lettre d'AFRISTAT** en envoyant un courriel à [afristat@afristat.org](mailto:afristat@afristat.org) avec comme objet : Abonnement

**Directeur de publication** : Cosme VODOUNOU

**Rédacteur en chef** : Paul-Henri NGUEMA MEYE

**Comité de rédaction** : Serge Jean EDI, SirikiZanga COULIBALY, Bruno NOUATIN, Oumarou EL HADJI MALAM SOULE, Symphorien Ndang TABO, Fatima BOUKENEM.

**Maquette et impression** :

IMPRIM COLOR Bamako  
ISSN 1561-3739